



AFRICA
POLITICAL
OUTLOOK

1ère édition
LIVRE BLANC

AFRICA POLITICAL OUTLOOK 2023

GOUVERNANCE, TRANSITION DEMOCRATIQUE ET CONSOLIDATION DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES EN AFRIQUE

28

Février 2023

Hotel The
Merode Club
à Bruxelles

Co-organisé par Public Affairs Africa (PAA) et European Strategic Initiative (ESI), l'Africa Political Outlook se veut d'être une plateforme d'échanges pour décrypter, analyser et décoder les grands enjeux politiques du continent. Sa première édition s'est déroulée à Bruxelles, épiscentre des relations Europe - Afrique le 28 février 2023. Placée sous l'égide du Premier Ministre de transition du Tchad, S.E Saleh KEBZABO , elle a vu la participation de plusieurs personnalités politiques et de grands décideurs de premier rang du continent africain et européen. Au total, 20 pays étaient représentés lors de cette rencontre de haut niveau qui s'est déroulée dans le cadre chaleureux du prestigieux de l'hôtel The Merode Club.



DISCOURS D'INTRODUCTION

Après le mot d'accueil prononcé par M. Grégory Jullien Président de l'ESI, ce fut au tour de M. Adebissi Djogan, Managing Director de PAA de lancer les bases des échanges. A travers une brève introduction, il a rappelé l'objectif de la rencontre. L'événement devra particulièrement permettre, à travers un exercice exigeant, d'analyser et de proposer des perspectives en vue d'une amélioration des institutions démocratiques africaines. Il devrait également contribuer au retour d'un leadership politique sur le continent et, de manière collective, contribuer à la mise en œuvre d'un travail collectif pour l'édification d'une infrastructure politique africaine plus forte et plus dynamique. Avant de donner la parole à SE Saleh Kebzabo pour la keynote d'ouverture, il a également rappelé l'agenda de l'événement et fait une brève présentation des différents speakers qui étaient présents.



Nous n'avons pas besoin de moins de politique, d'une politique au rabais ou d'une politique médiocre. Notre but, ensemble, c'est de contribuer au retour du politique, et d'un politique, d'un leadership politique exigeant qui porte la promesse et le potentiel du continent africain.

KEYNOTE D'OUVERTURE PAR SON EXCELLENCE SALEH KEBZABO, PREMIER MINISTRE DE TRANSITION DU TCHAD

Le Premier Ministre dans son allocution d'ouverture est revenu sur la situation politique qui prévaut au Tchad depuis le début de la transition. Suivant ses mots, le gouvernement de transition est en place pour un mandat de deux ans. Au terme dudit mandat, il leur échoit d'organiser des élections "transparentes, des élections inclusives, des élections qui, pour une première fois, seront acceptées par la population" car, poursuit-il, "nous n'avons jamais eu des élections transparentes dans ce pays". Il a également souligné que les dispositions sont prises pour éviter que l'épisode des manifestations d'octobre 2022 ayant entraîné plusieurs dizaines de morts ne se reproduise.



Il faut que nous commençons par nous assumer; il faut que nous commençons par penser par nous-mêmes et mettre en œuvre des politiques publiques pour le bien de nos populations

KEYNOTE SPÉCIALE PRONONCÉE PAR LE DÉPUTÉ JAN-CHRISTOPH OETJEN, DÉPUTÉ EUROPEEN ET COPRÉSIDENT DU GROUPE RENEWPAC

Pour une Europe engagée en faveur de la gouvernance et du renforcement des institutions démocratiques en Afrique : telle était l'idée centrale qui sous-tendait l'allocution de l'honorable **Jan-Christoph OETJEN**.

En ce temps où de multiples challenges se présentent tant au continent africain qu'à celui européen, il est important selon le député, de discuter de ces situations de manière collective. De part son intervention, il apparaît que l'Afrique est depuis 2019 le partenaire privilégié de l'Europe. Les thématiques liant les deux continents sont multiples. Il s'agit des questions climatiques plus spécifiquement de l'énergie, des questions de stabilités institutionnelles en Afrique, d'immigration et des possibilités pour les jeunes africains de pouvoir s'épanouir sur leur continent, sans toujours penser que le bonheur se trouve ailleurs, c'est-à-dire en Europe. M. OETJEN est revenu sur l'impact de la covid-19 sur l'aide au développement de l'Europe à l'Afrique et sur le sommet Europe - Afrique qui n'a pu avoir lieu à cause de la pandémie.

Le député a également exposé son constat selon lequel les relations entre l'Afrique et l'Europe sont stables, mais parfois fragiles et sous tensions. Selon lui, la cause se situe dans le recentrement de l'Europe sur elle-même et à l'avalanche de nouveaux investisseurs sur le continent africain pendant cette période de retranchement européen. Il faut donc trouver ou créer un nouveau dialogue entre les deux continents, un dialogue d'égal à égal.

Les nouveaux défis qui se présentent aujourd'hui à l'Europe sur le continent africain c'est également la jeunesse qui constitue son avenir. Par conséquent, il s'avère très important d'investir dans cette jeunesse, de l'aider à matérialiser ses idées innovantes, de l'encourager à œuvrer pour le développement du continent.



Il y a un nouveau défi pour l'Union européenne, c'est d'investir plus dans l'éducation, la recherche, l'innovation en Afrique parce que c'est la jeunesse finalement qui représente 60% de la population et son avenir

A côté de la jeunesse, il y a également la question migratoire qui constitue un point sensible qui doit se régler. Pour le député, la réponse doit être la collaboration entre les deux continents. Il faut aider les jeunes africains à s'épanouir sur leur continent, investir dans l'apprentissage et élaborer des opportunités de travail aux jeunes en Europe, des conditions accessibles et souples qui contribueront à la diminution ou l'éradication de la migration surtout clandestine.

Enfin, la question du changement climatique ne doit pas être négligée. En effet, dans le cadre de la lutte contre ce phénomène, l'Europe a besoin de partenaires en Afrique, pour la production d'énergies renouvelables. Les investissements européens peuvent bénéficier à des partenaires en Afrique, augmenter l'industrialisation et contribuer à la lutte contre le chômage qui constitue l'une des causes principales de l'immigration des jeunes africains.



La réponse à la migration des africains doit être dans la collaboration (...). Il faut plus collaborer entre l'Union européenne et les pays africains pour créer de l'apprentissage, pour former les gens, pour leur donner une possibilité de travail en Europe ou dans leur propre pays.



OUVERTURE DU PANEL

INTERVENANT



Dr. Ousmane KABA

Président du Parti démocrate pour l'espoir (PADES) et
Ancien Ministre de l'économie du Tchad



Hon. Bertin MAMPAKA

Député européen et
Échevin (Bruxelles)



Hajo ANDRIANAINARIVELO

Président du Malagasy Miara Miainga et
Ancien Vice. Premier ministre de Madagascar

MODÉRATEUR



Adébissi DJOGAN

Managing Director
Public Affairs Africa

L'avis du Président Hajo Andrianainarivelo sur l'état de gouvernance à Madagascar

Le Président Hajo Andrianainarivelo a souligné dans son intervention la situation de Madagascar. En rappelant la date de l'élection présidentielle, il a relevé la particularité de ce scrutin qui coïncide avec la refonte de la liste électorale et qui, pour une première fois, ne bénéficiera pas du soutien financier de l'Union européenne.

Cette année, le processus électoral est paralysé par l'absence des conditions légales et matérielles et donc, le gouvernement et la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) sont en quête de fonds pour une possible finalisation. Cependant, ce processus est d'ores et déjà biaisé du fait qu'elle est en contradiction avec les normes requises. A cela s'ajoute la non implication des autres partis politiques qui constituent pourtant des acteurs clés.

Pour le candidat naturel du Malagasy Miara-Miainga (MMM) au scrutin présidentiel de cette année, il y a beaucoup de choses qui doivent être réglées en prélude à cette élection. Il souligne également la nécessité sinon l'impératif d'établir en Afrique des normes démocratiques identiques à celles de l'Europe ou des autres continents. "Il ne peut pas y avoir de démocratie sans élections, mais on peut faire des élections sans démocratie", a-t-il laissé entendre.

Le Président Hajo a aussi évoqué la mauvaise gouvernance à Madagascar, mais également le souhait de non ingérence d'autres puissances dans les affaires politiques nationales. Il a mis l'accent sur l'absence de la démocratie et surtout de la violation flagrante de la Constitution, sinon des Constitutions africaines, qui ne suscitent aucune réaction de la part de l'opinion internationale.

Enfin, le Président Hajo a encouragé la jeunesse et la diaspora à prendre leurs responsabilités pour une relève politico - économique durable et prometteuse.



Tout ce que nous voulons à Madagascar et en Afrique, c'est que les normes démocratiques des élections soient les mêmes qu'en Europe et sur les autres continents



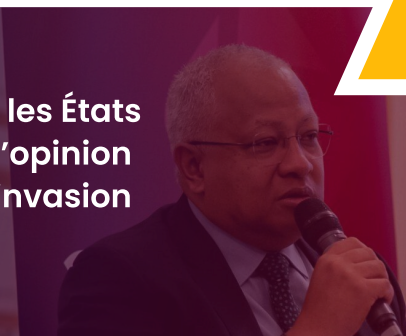
Il ne peut pas y avoir de démocratie sans élections, mais on peut faire des élections sans démocratie



Que la jeunesse africaine s'aide! Qu'elle prenne ses responsabilités! C'est ce que nous attendons d'elle et de la diaspora.



La violation de la Constitution dans les États africains doit être condamnée par l'opinion internationale au même titre que l'invasion de l'Ukraine par la Russie



À PROPOS DE LA RICHESSE ET DE LA SITUATION POLITIQUE DE LA GUINÉE (PAR Dr. OUSMANÉ KABA)

Pour l'homme politique, la Guinée est un exemple palpable de la situation de plusieurs Etats africains: riches naturellement mais pauvres économiquement. Après avoir retracé l'évolution politique du pays du coup d'Etat au passage du colonel Moussa Dadis Camara à la tête du pays, Dr KABA a également mis en lumière la situation économique presque chaotique de la Guinée à cause de la mauvaise gouvernance et de la corruption.

Premier pays exportateur de la bauxite en 2022, la Guinée dispose également d'importantes réserves en or et en fer en plus d'un climat favorable à l'agriculture, mais demeure à ce jour parmi les dix pays les plus pauvres de la terre. Le dernier coup d'Etat n'a pas redoré l'image du pays, mais il est un peu plus porteur d'espoir puisque le régime militaire en place semble fournir des efforts pour un retour normal à un ordre constitutionnel stable.

De son avis, il faut retenir que l'avenir de l'Afrique ne viendra pas de ses relations avec l'Europe mais d'elle-même, de sa propre gouvernance, de sa classe politique et de sa jeunesse de plus en plus avisée. Un autre point important mis en lumière est la nécessité de créer des emplois pour la jeunesse à travers par exemple des usines de transformation de la bauxite pour permettre un développement économique du pays.



L'avenir de l'Afrique ne viendra pas de sa relation avec l'Europe. L'avenir de l'Afrique c'est la gouvernance en Afrique et donc, cela dépendra de notre nouvelle classe politique, de nos jeunes ayant le sens de la responsabilité



Il faut sortir du pacte colonial qui a cantonné l'Afrique à l'exportation des matières premières et à leur transformation en Europe.

INTERVENTION DE L'HONORABLE GEORGES-LOUIS BOUCHEZ, PRÉSIDENT DU MOUVEMENT RÉFORMATEUR

Allant dans le même sens que le l'honorable OETJEN, M. Georges-Louis BOUCHEZ a d'une part mis en exergue l'importance de mettre la jeunesse africaine au cœur des politiques publiques, mais aussi de développer un nouvel axe de partenariat avec le continent africain, c'est-à-dire un partenariat équilibré.

Il a surtout souligné l'intérêt pour l'Afrique de supprimer son discours victimaire suivant lequel sa stagnation est due en partie à l'Europe et celui de responsabiliser en premier lieu les autorités politiques africaines qui sont à la tête des Etats et qui déterminent leurs lignes de gouvernance. L'Afrique a, selon lui, les ressources nécessaires pour se développer et donc le sentiment de repentance de l'Europe vis-à-vis de l'Afrique ne joue pas positivement dans les relations entre les deux continents. En reconnaissant que l'influence de l'Europe a considérablement diminué en Afrique, il a appelé à une meilleure gestion des ressources (naturelles) par les Etats africains et à une mise en place des conditions de transformation de ces ressources. Il a terminé son intervention en affirmant que l'Afrique est capable de devenir le plus grand leader mondial si elle réussit aujourd'hui à maîtriser les ressources énergétiques et naturelles extrêmement importantes et inépuisables dont elle dispose.



Le récit selon lequel si l'Afrique n'arrive pas à se développer, c'est à cause des classes politiques occidentales ne peut pas être une ligne politique. La stratégie victimaire ne peut pas être un projet de société ou un projet de développement. Les classes politiques nationales (africaines) doivent avant tout être responsabilisées



Le meilleur partenariat que nous pouvons avoir avec l'Afrique c'est de tenir avec elle un discours de vérités et d'arrêter de la regarder comme une victime



Aujourd'hui, aimer l'Afrique et la respecter, c'est justement la voir non pas comme une victime, mais comme un acteur qui a toutes les cartes en main pour jouer les premiers rôles dans le monde à venir

INTERVENTION DE L'HONORABLE BERTIN MAMPAKA, DÉPUTÉ EUROPÉEN ET ÉCHEVIN À BRUXELLES

L'honorable MAMPAKA a essentiellement axé son intervention autour de la position stratégique qu'occupe la diaspora africaine dans le développement du continent.

Avant de rentrer dans le vif de son intervention, il a mis en exergue l'avenir prometteur de l'Afrique et la nécessité d'une réorientation des priorités sur les deux continents (Afrique - Europe). Il a également encouragé les Etats africains à être plus indépendants dans l'organisation de leurs élections afin de ne pas dépendre de la validation de puissances extérieures et aussi l'importance pour l'Europe de regagner sa place d'antan sur le continent.

En ce qui concerne la diaspora africaine, le constat est clair: elle peut largement contribuer à la croissance du continent si les conditions sont créées. En d'autres termes, la diaspora africaine constitue un atout fondamental que le continent doit exploiter pour propulser son avancée. L'incapacité de l'Afrique à faire aujourd'hui usage de ces atouts constitue l'un de ses plus grands handicaps. Il faut leur donner l'occasion de peser dans les prises de décisions, de mettre leurs compétences au profit de leurs pays.



L'Europe a perdu sa place en Afrique aujourd'hui. Elle doit se mobiliser à la retrouver sous une autre forme, pas sous la forme paternaliste ou colonialiste comme beaucoup l'ont décrit



La présence de subsahariens et de Nord africains en Europe constitue un atout et cet atout, c'est cette diaspora qui a acquis des compétences qu'il faut exploiter du nord au sud et vice versa



Je crois que le problème de l'Afrique aujourd'hui, c'est son incapacité à pouvoir utiliser les compétences de sa diaspora

INTERVENTION DE MADAME SYLVIE BAIPO TEMON, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La cheffe de la diplomatie centrafricaine a pour sa part mis en avant la nécessité d'une démocratie adaptée aux réalités africaines. Suivant ses dires, les défis de l'Afrique sont communs mais les solutions ne peuvent être imposées de fait. Après avoir retracé l'évolution politique de son pays et les multiples instabilités dont il continue d'être sujet, Madame la Ministre a demandé à ce que les peuples africains soient désormais considérés comme majeurs, capables de décider de ce qui est bon ou mauvais pour eux. Le résultat de solutions non adaptées et imposées à l'Afrique est tangible au vu de la situation actuelle de la Libye qui peine à se relever depuis sa crise politique de 2011. Aujourd'hui, il est important de comprendre que les revendications des gouvernants et peuples africains pour le respect de leur souveraineté ne sont pas fortuites et ne sont que des conséquences de ces solutions inadaptées. Il ne s'agit pas d'un sentiment dirigé contre une quelconque puissance, mais plutôt d'un réveil collectif sur le continent.

L'Afrique doit être capable de former ses élites pour que les combats d'aujourd'hui se poursuivent à l'avenir, a-t-elle affirmé.



Il faudra laisser libre le peuple africain décider et assumer ses choix et son avenir. Il s'agit pour le peuple de pouvoir décider par lui-même et c'est en cela que se situe la connotation de la démocratie: la vraie démocratie, celle que les occidentaux et les européens sont venus apporter à l'Afrique et non celle qui est utilisée à la demande selon que la situation arrange



Il ne faut pas confondre légitimité et légalité. La première est le fondement même de la démocratie; l'autre n'est que la perception ou la conception d'hommes avec un grand H.

Le panel a été suivi d'échanges avec le public.

Enfin, l'audience a bénéficié de l'intervention de l'honorable CHRISTELLE VUANGA, députée nationale de la République démocratique du Congo qui a fait une présentation approfondie non seulement de ce grand pays, mais également de ses immenses richesses qui ne cessent de susciter des convoitises de part et d'autre du monde. Les droits humains occupent selon elle une place importante dans tout Etat et c'est l'une des raisons pour laquelle elle s'est assignée la mission de mener la lutte pour le respect des droits des femmes surtout. C'est également le fondement de son initiative "Parlement rose" qui permet chaque année la parole aux femmes de son pays.



On ne peut pas parler de développement sans mettre l'humain au centre de ce développement

CLÔTURE DE LA RENCONTRE

A la fin des échanges des remerciements furent adressés aux différents participants et aux personnalités qui ont honoré l'événement de leurs présences. La date de la prochaine rencontre de 2024 a déjà été fixée avec l'audience.





 africapoliticaloutlook.org

